113e année. — N° 232. ISSN 0373-0425 Samedi 3 Octobre 1981.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉDITION DES LOIS ET DÉCRETS

Avis : Le *Journal officiel* complémentaire n° 232 de ce jour est encarté entre les pages 2700 et 2701 du présent numéro.

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 81-893 du 2 octobre 1981 complétant les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (p. 2698).

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET

Décret n° 81-894 du 1er octobre 1981 fixant les modalités de l'option des sociétés à responsabilité limitée de caractère familial pour le régime fiscal des sociétés de personnes et arrêté du 1er octobre 1981 relatif aux modalités de la renonciation à l'option des sociétés de personnes pour le régime fiscal des sociétés de capitaux (p. 2698).

Décret n° 81-895 du 2 octobre 1981 portant virement de crédits (p. 2699).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — I. *Ordre du jour* du mardi 6 octobre 1981 ; Convocation de la conférence des présidents. — II. *Commissions :* Convocation de commissions ; Démission de membres d'une commission spéciale ; Liste des commissaires présents ou excusés. — III. *Documents et publications :* Documents parlementaires mis en distribution ; Documents budgétaires (p. 2699).

Sénat. — I. *Ordre du jour* du mardi 6 octobre 1981 ; Délai limite pour le dépôt des amendements à un projet de loi ; Convocation de la conférence des présidents. — II. *Documents législatifs :* Liste des documents mis en distribution. — III. *Commissions :* Liste des commissaires présents ou excusés ; Convocation de commissions (p. 2792).

Commissions mixtes paritaires : Nomination de membres d'une commission ; Nomination d'un bureau (p. 2703).

INFORMATIONS
RELATIVES
AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

I. *Assemblée plénière :* Ordre du jour des mardi 13 et mercredi 14 octobre 1981. — II. *Sections :* Convocation de sections (p. 2704).

INFORMATIONS

Cote des changes (p. 2704).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

Assemblée nationale.

N° 35 (C. R.).

Compte rendu intégral des débats du 2 octobre 1981 et questions orales avec ou sans débat.

Sénat.

N° 51

Compte rendu intégral des débats du 2 octobre 1981. — Questions orales avec débat. — Questions orales sans débat. — Questions écrites et réponses des ministres à des questions écrites.

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 61

Avis aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles applicable à l'importation en provenance des pays tiers.

★ Les textes qui sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux de format 21 × 14,85 cm.

LOIS

LOI n° 81-893 du 2 octobre 1981 complétant les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (1).

Le Conseil constitutionnel ayant statué,

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Il est inséré à l'article L. 222-1 du code du travail, après le quatrième alinéa, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« — le 8 mai ; ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 octobre 1981.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Le ministre du travail,
JEAN AUROUX.

Le ministre des anciens combattants,
JEAN LAURAIN.

Loi n° 81-893 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Sénat :

Proposition de loi n°s 441 et 492 (1977-1978) et n° 231 (1978-1979) ;
Rapport de M. René Touzet, au nom de la commission des affaires sociales, n° 313 (1978-1979) ;
Discussion les 16 mai et 27 juin 1979 ;
Adoption le 27 juin 1979.

Assemblée nationale :

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 142 ;
Rapport de M. Hautecœur, au nom de la commission des lois, n° 313 ;
Discussion et adoption le 23 septembre 1981.

NOTA. — *Les documents parlementaires indiqués dans les travaux préparatoires rappelés à la fin des textes législatifs sont vendus ou expédiés par la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15, au prix de 1,50 F l'exemplaire ; ne pas régler la commande à l'avance mais attendre d'avoir reçu la facture.*

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET

Décret n° 81-894 du 1er octobre 1981 fixant les modalités de l'option des sociétés à responsabilité limitée de caractère familial pour le régime fiscal des sociétés de personnes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'article 52 de la loi de finances pour 1981 (n° 80-1094 du 30 décembre 1980) ;

Vu le code général des impôts,

Décrète :

Art. 1er. — Les sociétés à responsabilité limitée exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale et formées uniquement entre personnes parentes en ligne directe ou entre frères et sœurs, ainsi que les conjoints qui, en application du premier alinéa de l'article 52 de la loi n° 80-1094 du 30 décembre 1980 susvisé, désirent opter à compter d'un exercice déterminé pour le régime fiscal des sociétés de personnes doivent notifier leur option avant la date d'ouverture de cet exercice au service des impôts auprès duquel doit être souscrite la déclaration de résultats.

Toutefois, pour les exercices ou périodes d'imposition ouverts en 1981, l'option peut être exercée jusqu'à la date d'expiration du délai de déclaration des résultats de ces exercices ou périodes d'imposition et, si ce délai expire après le 31 décembre 1981, au plus tard jusqu'à cette date.

Art. 2. — Pour les sociétés nouvelles, l'option prévue à l'article 52 de la loi du 30 décembre 1980 susvisé produit immédiatement effet tant en matière de droit d'apport que d'impôt sur les bénéfices, si elle est formulée dans l'acte constatant la création. Cet acte précise alors les liens de parenté entre les associés ; une copie en est adressée au service des impôts auprès duquel doit être souscrite la déclaration de résultats.

Art. 3. — Les sociétés qui ont exercé l'option mentionnée à l'article 1er ci-dessus et désirent y renoncer doivent notifier cette renonciation au service des impôts auprès duquel est souscrite la déclaration de résultats avant la date d'ouverture du premier exercice auquel elle s'applique.

Dans ce cas, elles n'ont plus la possibilité d'opter à nouveau pour le régime des sociétés de personnes.

Art. 4. — Les notifications effectuées par les sociétés au service des impôts en application du présent décret doivent être signées par l'ensemble des associés. Elles comportent l'indication de la raison sociale, du lieu du siège et, s'il est différent, du principal établissement. Elles mentionnent également la répartition du capital, les nom, prénoms, adresse et lien de parenté des associés.

Art. 5. — Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1981.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
LAURENT FABIUS.

Modalités de la renonciation à l'option des sociétés de personnes pour le régime fiscal des sociétés de capitaux.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'article 52 de la loi de finances pour 1981 (n° 80-1094 du 30 décembre 1980) ;

Vu l'article 239 du code général des impôts et l'article 22 de l'annexe IV à ce code,

Arrête :

Art. 1er. — Compléter l'article 22 de l'annexe IV au code général des impôts par les alinéas suivants :

« Toutefois jusqu'au 31 décembre 1985 les sociétés de personnes qui ont opté avant le 1er janvier 1981 pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés peuvent renoncer à leur option si elles sont formées entre personnes parentes en ligne directe ou entre frères et sœurs ainsi que les conjoints. La renonciation doit être adressée au service des impôts auprès duquel est souscrite la déclaration de résultats avant la date d'ouverture du premier exercice auquel elle s'applique.

« Pour les exercices ou périodes d'imposition ouverts en 1981 la renonciation peut être effectuée jusqu'à la date d'expiration du délai de déclaration des résultats de ces exercices ou périodes d'imposition et, si ce délai expire après le 31 décembre 1981, au plus tard jusqu'à cette date.

« La renonciation à l'option est effectuée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent article. Elle précise les liens de parenté entre les associés.

« Les sociétés qui ont renoncé à l'option n'ont plus la possibilité de demander à être de nouveau assujetties à l'impôt sur les sociétés. »

Art. 2. — Le directeur général des impôts et le chef du service de la législation fiscale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1981.

LAURENT FABIUS.

Décret n° 81-895 du 2 octobre 1981 portant virement de crédits.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1981,

Décrète :

Art. 1er. — Est annulé sur 1981 un crédit de 10 920 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent décret.

Art. 2. — Est ouvert sur 1981 un crédit de 10 920 000 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1981.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :
Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
LAURENT FABIUS.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT annulé.
		Francs.
JUSTICE		
TITRE V		
Etablissements pénitentiaires. — Equipement.	57-20	10 920 000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRES	CRÉDIT ouvert.
		Francs.
JUSTICE		
TITRE V		
Etablissements d'éducation surveillée. — Equipement	56-30	3 000 000
Services judiciaires. — Opérations à la charge de l'Etat	57-11	7 920 000
Total pour le tableau B		10 920 000

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 6 octobre 1981.

A onze heures. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 248) de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées. — M. Alain Brune, rapporteur.

A seize heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique, en application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution, et débat sur cette déclaration.

A vingt et une heures trente. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

1. Fixation de l'ordre du jour.
2. Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée pour le mardi 6 octobre 1981, à dix-neuf heures trente, dans les salons de la présidence.

II. — COMMISSIONS

Convocation de commissions.

La **commission des affaires culturelles, familiales et sociales** se réunira (salle n° 6513) :

Le mardi 6 octobre 1981, à dix-sept heures quinze.

Audition de M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, sur le projet de loi de finances pour 1982.

Le mercredi 7 octobre 1981, à dix-sept heures.

Audition de M. André Henry, ministre du temps libre, sur le projet de loi de finances pour 1982.

Le jeudi 8 octobre 1981, à neuf heures trente.

1° Désignation par la commission d'un membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ;
2° Nomination de rapporteurs (voir liste en annexe) ;
3° Audition de M. Jack Lang, ministre de la culture, sur le projet de loi de finances pour 1982.

ANNEXE

Nomination de rapporteurs sur des propositions de loi :

N° 287 de M. Henri Bayard tendant à rétablir le mérite social ;

N° 289 de M. Henri Bayard tendant à modifier la loi du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 ;

N° 296 de Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la législation de l'interruption de grossesse ;

N° 343 de Mme Louise Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision en vue d'assurer la réalisation et la diffusion d'émissions à l'intention des sourds et des malentendants ;

N° 350 de M. Francis Geng tendant à définir certaines obligations des médecins ;

N° 353 de MM. Alain Mayoud et Henri Bayard relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des policiers municipaux ;

N° 357 de M. Pierre Weisenhorn tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains évadés pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après leur incorporation de force des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 ;

N° 361 de M. Francis Geng tendant à faire bénéficier les salariés frappés par des mesures de chômage technique d'un déblocage anticipé des droits acquis par eux au titre de l'ordonnance du 17 août 1967 ;

N° 362 de M. Francis Geng tendant à étendre aux salariés âgés de plus de soixante ans privés d'emploi le bénéfice de l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 ;

N° 363 de M. Charles Millon tendant à harmoniser les conditions d'accès à la retraite ;

N° 371 de Mme Nicole de Hauteclocque visant à étendre au corps des porteurs du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents de réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture des droits à pension.

La **commission de la défense nationale et des forces armées** se réunira le jeudi 8 octobre 1981, à neuf heures (salle n° 6237, 2e sous-sol) :

Nomination de rapporteurs sur les propositions de loi :

N° 326, de M. Michel Barnier, tendant à instituer un service national féminin volontaire de la coopération.

N° 344, de M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues, tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie.

Communication du président sur les travaux de la commission.

A neuf heures quinze : audition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, sur le budget de son département.

Rectificatif à l'ordre du jour de la séance que la **commission des finances, de l'économie générale et du Plan** tiendra le vendredi 9 octobre 1981, à neuf heures trente (salle de la commission) :

Retirer de l'ordre du jour :

« Départements et territoires d'outre-mer. — M. Maurice Pourchon, rapporteur spécial ».

Ajouter :

« Aviation civile et météorologie. — M. Robert-André Vivien, rapporteur spécial ».

Annulation d'une audition.

L'audition de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, prévue pour le mercredi 7 octobre 1981, à dix-sept heures, est annulée.

La **commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République** se réunira le mercredi 7 octobre 1981, à neuf heures trente (salle n° 6564) :

Communication du président sur :

La création d'un groupe de travail sur la réforme du code pénal ;

L'aménagement de la salle de la commission.

Examen du rapport de M. Alain Hautecœur sur la proposition de résolution (n° 5) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides publiques reçues de l'Etat et des banques par les grandes sociétés du textile et de l'habillement et notamment par le groupe Willot.

Eventuellement, examen, en deuxième lecture, du rapport de M. Michel Suchod sur le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Eventuellement, désignation de candidats à une éventuelle commission paritaire sur le même projet de loi.

La **commission de la production et des échanges** se réunira le jeudi 8 octobre 1981, à dix heures (salle n° 6241, 2e sous-sol sous la cour d'honneur) :

Audition de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, sur le budget de son département pour 1982.

Nomination de rapporteurs pour les propositions de loi :

N° 345 de M. Maurice Dousset tendant à modifier l'article L. 251-3 du code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence d'Aéroport de Paris de 50 à 100 km ;

N° 375 de M. Pierre Weisenhorn tendant à instaurer une commission des commandes publiques ;

N° 411 de M. Vincent Ansquer tendant à modifier l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme instituant une taxe départementale d'espaces verts ;

N° 428 de M. Henri Bayard tendant à définir la vente à perte ;

N° 431 de M. Claude Birraux tendant à introduire la possibilité de commercialisation d'articles en or à 9 carats sur le marché français.

N° 433 de M. Georges Mesmin portant création du conservatoire des espèces végétales et des races animales pour l'agriculture ;

N° 436 de M. Georges Mesmin tendant à modérer la densité de construction dans les grandes villes et à organiser le transfert des droits à construire ;

N° 441 de M. Jean Briane tendant à réglementer les manifestations donnant lieu à vente ou échange d'objets anciens ou d'occasion ;

N° 442 de M. Jean-Louis Masson tendant à organiser le redéploiement de la sidérurgie et des mines de fer françaises.

Désignation de candidats pour représenter le Parlement à des organismes extraparlementaires :

Deux candidats pour le comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie ;

Un candidat titulaire et un candidat suppléant pour le conseil supérieur de l'aménagement rural ;

Un candidat titulaire et un candidat suppléant pour le conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers ;

Quatre candidats pour la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F. O. R. M. A.

Nomination d'un représentant de la commission de la production et des échanges pour le comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

La **commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384)** se réunira le mardi 6 octobre 1981, à neuf heures trente, à quinze heures et à vingt et une heures trente (salle n° 6550) :

Suite du rapport de M. Michel Charzat.

Démission de membres d'une commission spéciale.

(Application de l'article 34, alinéa 5, du règlement.)

MM. Edmond Alphandery, Charles Fèvre, Gilbert Gantier et André Rossinot ont donné leur démission de membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Liste des commissaires présents ou excusés.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Alaize (Jean-Marie), Badet (Jacques), Bally (Georges), Bardin (Bernard), Baylet (Jean-Michel), Beaufort (Jean), Becq (Jean), Benedetti (Georges), Briane (Jean), Bruhnes (Jacques), Chevallier (Daniel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Fuchs (Jean-Paul), Gascher (Pierre), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Hage (Georges), Lareng (Louis), Mme Lecuir (Marie-France), M. Le Gars (Jean), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Perrut (Francisque), Petit (Camille), Pinte (Etienne), Proveux (Jean), Renard (Roland), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Theaudin (Clément), Villette (Bernard).

Excusés. — MM. Chouat (Didier), Dehoux (Marcel), Metzinger (Charles), Nungesser (Roland), Pignion (Lucien).

1re séance du vendredi 2 octobre 1981.

Présents. — MM. Battist (Umberto), Cousté (Pierre-Bernard), Evin (Claude), Hage (Georges), Schreiner (Bernard).

Excusés. — MM. Alaize (Jean-Marie), Beaufort (Jean), Giovannelli (Jean), Metzinger (Charles), Nungesser (Roland), Perrut (Francisque), Pignion (Lucien).

2e séance du vendredi 2 octobre 1981.

Présents. — MM. Bruhnes (Jacques), Evin (Claude), Hage (Georges), Schreiner (Bernard).

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Alphandery (Edmond), Anciant (Jean), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bénétière (Jean-Jacques), Benoist (Daniel), Bonnet (Alain), Carraz (Roland), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Frelaut (Dominique), Gastines (Henri) (de), Germon (Claude), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Journet (Alain), Lengagne (Guy), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Noir (Michel), Pierret (Christian), Préaumont (Jean) (de), Rieubon (René), Rocca Serra (Jean-Paul) (de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Alfonsi (Nicolas), Bourguignon (Pierre), Mme Cacheux (Denise), MM. Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Delanoë (Bertrand), Ducoloné (Guy), Forni (Raymond), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gouzes (Gérard), Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Massot (François), Millon (Charles), Richard (Alain), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe).

Excusés. — MM. Caro (Jean-Marie), Lauriol (Marc), Marchand (Philippe), Pidjot (Roch), Sergheraert (Maurice).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Ansart (Gustave), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Bergelin (Christian), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Borel (André), Brochard (Albert), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert) (de), Chapuis (Robert), Chaubard (Albert), Colin (Georges), Cornette (Maurice), Desanlis (Jean), Dousset (Maurice), Drouin (René), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Mme Fievet (Berthe), MM. Fouchier (Jacques), Fromion (Marc), Gaillard (René), Galley (Robert), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Ibanes (Jean), Jarosz (Jean), Kucheida (Jean-Pierre), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lambert (Michel), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lejeune (André), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Menga (Joseph), Metais (Pierre), Mocœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Moreau (Paul), Patriat (François), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Rigal (Jean), Mme Soum (René), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valroff (Jean), Vidal (Joseph), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Excusés. — MM. Bégault (Jean), Bizet (Emile), Mme Chepy-Léger (Annette), MM. Godfrain (Jacques), Pen (Albert), Valleix (Jean), Vuillaume (Roland).

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI DE NATIONALISATION (N° 384)

3e *séance du mercredi 30 septembre 1981.*

Présents. — MM. Asensi (François), Bassinet (Philippe), Bêche (Guy), Billardon (André), Charzat (Michel), Desgranges (Jean-Paul), Forni (Raymond), Geng (François), Germon (Claude), Godfrain (Jacques), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Inchauspé (Michel), Massot (François), Millon (Charles), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Zeller (Adrien).

1re *séance du jeudi 1er octobre 1981.*

Présents. — MM. Aubert (François) (d'), Bassinet (Philippe), Bêche (Guy), Billardon (André), Charzat (Michel), Couve de Murville (Maurice), Desgranges (Jean-Paul), Geng (Francis), Gosnat (Georges), Inchauspé (Michel), Laignel (André), Le Foll (Robert), Massot (François), Millon (Charles), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Zeller (Adrien).

Excusés. — MM. Evin (Claude), Forni (Raymond), Goux (Christian).

2e *séance du jeudi 1er octobre 1981.*

Présents. — MM. Aubert (François) (d'), Bassinet (Philippe), Bêche (Guy), Billardon (André), Charzat (Michel), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Desgranges (Jean-Paul), Forni (Raymond), Geng (Francis), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hautecœur (Alain), Inchauspé (Michel), Laignel (André), Le Foll (Robert), Massot (François), Méhaignerie (Pierre), Millon (Charles), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), MM. Taddei (Dominique), Zeller (Adrien).

Excusé. — M. Evin (Claude).

3e *séance du jeudi 1er octobre 1981.*

Présents. — MM. Aubert (François) (d'), Bassinet (Philippe), Bêche (Guy), Billardon (André), Charzat (Michel), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Derosier (Bernard), Desgranges (Jean-Paul), Germon (Claude), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hautecœur (Alain), Inchauspé (Michel), Joxe (Pierre), Laignel (André), Le Foll (Robert), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Zeller (Adrien).

Excusé. — M. Evin (Claude).

1re *séance du vendredi 2 octobre 1981.*

Présents. — MM. Aubert (François) (d'), Bassinet (Philippe), Bêche (Guy), Billardon (André), Charzat (Michel), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Derosier (Bernard), Desgranges (Jean-Paul), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Geng (Francis), Germon (Claude), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hautecœur (Alain), Inchauspé (Michel), Laignel (André), Massot (François), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Zeller (Adrien).

Excusé. — M. Evin (Claude).

SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1981 (N° 385)

1re *séance du mercredi 30 septembre 1981.*

Présents. — Mme Cacheux (Denise), MM. Chomat (Paul), Coffineau (Michel), Cornette (Maurice), Drouin (René), Durieux (Jean-Paul), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gissinger (Antoine), Malgras (Robert), Mas (Roger), Messmer (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Rigal (Jean), Schiffler (Nicolas), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Valroff (Jean).

2e *séance du mercredi 30 juillet 1981.*

Présents. — Mme Cacheux (Denise), MM. Chomat (Paul), Cornette (Maurice), Drouin (René), Durieux (Jean-Paul), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gissinger (Antoine), Masson (Jean-Louis), Messmer (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Rigal (Jean), Schiffler (Nicolas), Séguin (Philippe), Valroff (Jean).

3e *séance du mercredi 30 septembre 1981.*

Présents. — MM. Badet (Jacques), Mme Cacheux (Denise), MM. Chomat (Paul), Cornette (Maurice), Drouin (René), Durieux (Jean-Paul), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gissinger (Antoine), Malgras (Robert), Mas (Roger), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Rigal (Jean), Schiffler (Nicolas), Valroff (Jean).

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — M. Badet (Jacques), Mme Cacheux (Denise), MM. Chomat (Paul), Coffineau (Michel), Cornette (Maurice), Drouin (René), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Jean-Paul), Mme Goeuriot (Colette), MM. Jarosz (Jean), Malgras (Robert), Mellick (Jacques), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Rigal (Jean), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Séguin (Philippe).

III. — DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

1. Documents parlementaires mis en distribution (1)

N° 198. — Proposition de loi de M. Marc Lauriol tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (renvoyée à la commission des lois).

N° 325. — Proposition de loi de Mme Florence d'Harcourt tendant à préserver l'identité culturelle des minorités étrangères (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 343. — Proposition de loi de Mme Louise Moreau tendant à compléter les dispositions de l'article 15 de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision en vue d'assurer la réalisation et la diffusion d'émissions à l'intention des sourds et des malentendants (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 344. — Proposition de loi de M. Jean Brocard tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 356. — Proposition de loi de M. Pierre Weisenhorn tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de 30 000 habitants au plus (renvoyée à la commission des lois).

N° 357. — Proposition de loi de M. Pierre Weisenhorn tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains évadés pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après leur incorporation de force des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 360. — Proposition de loi de M. Henri Bayard tendant à modifier la loi du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 373. — Proposition de loi de MM. Edouard Frédéric-Dupont, Jacques Chirac, Michel Noir et Jean-Claude Gaudin tendant à rétablir, sous forme de détaxe, la ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxi (renvoyée à la commission des finances).

N° 384. — Projet de loi de nationalisation (renvoyé à une commission spéciale).

N° 389. — Rapport de M. Daniel Le Meur, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi (n° 382), adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées, en droit ou en fait, par des étrangers.

N° 393. — Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (renvoyé à la commission des affaires culturelles).

2. Documents budgétaires (2).

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1982
(Fascicules bleus.)

Le 30 septembre 1981.

Annexe : documents comptables et budgétaires concernant les organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision (80 pages).
Education nationale (352 pages).
Environnement (112 pages).
Postes et télécommunications (192 pages).

(1) Les documents parlementaires de l'Assemblée nationale sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents de l'Assemblée nationale.
Abonnements, un an : France et outre-mer : **390 F** ; étranger : **720 F**.
Ils sont également disponibles au prix unitaire de **1,50 F** au bureau de vente de la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15e).
Pour la vente par correspondance, ce prix est majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'expédition de **3 F**.
Pour régler, attendre la facture de la Direction des Journaux officiels.

(2) Les documents budgétaires sont diffusés exclusivement par l'Imprimerie nationale ; bureau de vente : 2, rue Paul-Hervieu, Paris (15e). Tarif : **0,10 F** la page.

SENAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 6 octobre 1981.

A dix heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. (Nos 405 et 408 [1980-1981]. — M. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.)

A quinze heures.

2. Eloge funèbre de M. Lionel de Tinguy.

A seize heures et, éventuellement, le soir.

3. Lecture de la déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique.

4. Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Pierre Vallon demande à M. le ministre du temps libre de bien vouloir définir les objectifs et les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre tendant à faciliter le développement des activités touristiques sur l'ensemble du territoire français métropolitain et outre-mer. (N° 15.)

5. Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jean Cluzel demande à M. le ministre de l'éducation nationale d'exposer devant le Sénat le rôle que le Gouvernement assigne à l'audiovisuel dans le système éducatif français. (N° 35.)

6. Discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (texte élaboré par la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture).

Délai limite pour le dépôt des amendements à un projet de loi.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements au projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 384, 1980-1981) est fixé au jeudi 8 ctobre 1981, à dix heures trente.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 29 du règlement (vice-présidents du Sénat, présidents des commissions permanentes et présidents des groupes) est convoquée par M. le président pour le mercredi 7 octobre 1981, à douze heures, au local n° 216.

II. — DOCUMENTS LEGISLATIFS

Liste des documents mis en distribution

Le jeudi 1er octobre 1981 (1).

N° 389. — Proposition de résolution de M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides publiques reçues de l'Etat et des banques par les grandes sociétés du textile et de l'habillement, et notamment par le groupe Willot (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 390. — Proposition de loi de Mme Marie-Claude Beaudeau et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires (renvoyée à la commission des lois).

N° 391. — Proposition de loi de Mme Marie-Claude Beaudeau et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la législation de l'interruption volontaire de grossesse (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 392. — Proposition de loi de Mme Marie-Claude Beaudeau et plusieurs de ses collègues tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

(1) Les documents parlementaires du Sénat sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents du Sénat.
Abonnements, un an : France et outre-mer : **390 F** ; étranger : **696 F**.
Ils sont également disponibles au prix unitaire de **1,50 F** au bureau de vente de la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15e).
Pour la vente par correspondance, ce prix est majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'expédition de **3 F**.
Pour régler, attendre la facture de la Direction des Journaux officiels.

III. — COMMISSIONS

Membres présents ou excusés à des réunions de commissions.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — Mme Bidard, MM. Chauvin, Delmas, Habert, Malécot, Miroudot, Pado, Sauvage.

Excusés. — MM. Bœuf, Carat, Courteau, Cousin, Eeckhoutte, Grégory.

Ont délégué leur droit de vote. — M. Blanc à M. Sauvage, M. Moreau à M. Habert, M. Tinant à M. Chauvin, M. Vallon à M. Pado.

Séance du vendredi 2 octobre 1981.

Présents. — Mme Bidard, MM. Bœuf, Carat, Chauvin, Delmas, Habert, Malécot, Marson, Miroudot, Pado, Pasqua, Sauvage, Séramy.
Excusés. — MM. Blanc, Courteau, Cousin, Eeckhoutte, Grégory, Moreau, Tinant, Vallon.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

1re *séance du jeudi 1er octobre 1981.*

Présents. — MM. Barbier, Bouloux, Bouquerel, Ceccaldi-Pavard, Chauty, Chupin, Jean Colin, Daunay, Dumont, Durieux, Ehlers, Grimaldi, Herment, Bernard Hugo (Ardèche), Janetti, Kauss, Laucournet, Legrand, Lucotte, Malassagne, Mossion, Olivier, Perrin, Pouille, Prévoteau, Puech, Rausch, Rigou, Rinchet, Roujon, Schumann, Splingard, Tardy, Valade.

Excusés. — MM. Beaupetit, Braconnier, Guillaumot, Jeambrun, Labonde, Lacour, Lenglet, Mathieu, Millaud, Parmantier, Vadepied, Wirth.

2e *séance du jeudi 1er octobre 1981.*

Présents. — MM. Barbier, Berchet, Bouloux, Bouquerel, Ceccaldi-Pavard, Chauty, Chupin, Daunay, Dumont, Durieux, Ehlers, Grimaldi, Bernard Hugo (Ardèche), Bernard Hugo (Yvelines), Janetti, Kauss, Laucournet, Legrand, Lemaire, Lenglet, Lucotte, Malassagne, Mathy, Mossion, Moutet, Noé, Perrin, Peyrafitte, Pouille, Prévoteau, Puech, Regnault, Rigou, Rinchet, Roujon, Sordel, Splingard, Tardy, Valade, Wirth.

Excusés. — MM. Beaupetit, Braconnier, Jean Colin, Guillaumot, Herment, Jeambrun, Labonde, Lacour, Mathieu, Millaud, Parmantier, Schumann, Tajan, Vadepied.

COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Blin, Bonduel, Bonnefous, Caillavet, Cluzel, Descours Desacres, Duffaut, Yves Durand, Fortier, Fosset, Fourcade, Francou, Gamboa, Goetschy, Guillaume, Larue, Legouez, Manet, Moinet, Monory, de Montalembert, Louis Perrein, Pintat, Poncelet, Mlle Rapuzzi, MM. Raybaud, Schmitt, Tomasini, Torre.

Excusé. — M. Debarge.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES DE LÉGISLATION, DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU RÈGLEMENT ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Séance du jeudi 1er octobre 1981.

Présents. — MM. Authié, Carous, Cherrier, Collet, de Cuttoli, Dailly, Dreyfus-Schmidt, Geoffroy, Giacobbi, Michel Giraud, J.-M. Girault, Mme Goldet, MM. Jozeau-Marigné, du Luart, Ooghe, Peyou, Pillet, Salvi, Schiélé, Sérusclat, Tailhades, Virapoullé.

Excusés. — MM. Bouvier, de Hauteclocque.

Convocation de commissions.

La *commission des affaires culturelles* se réunira le mercredi 7 octobre 1981, à dix heures (salle n° 263) :

Désignation des sénateurs chargés de participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission des finances pendant l'examen des crédits budgétaires (art. 18, § 4, du règlement).

Désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi n° 392 (1980-1981) de Mme Marie-Claude Beaudeau et plusieurs de ses collègues tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires.

Questions diverses.

La *commission des affaires économiques et du Plan* se réunira le jeudi 8 octobre 1981, à onze heures quinze (salle n° 263) :

Examen des amendements au projet de loi n° 384 (1980-1981) sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins.

Questions diverses.

La *commission des affaires sociales* se réunira le mercredi 7 octobre 1981, à dix heures trente (salle n° 213), et à seize heures (salle n° 216) :

A dix heures trente.

Eventuellement, audition d'une délégation de l'union fédérale des travailleurs chrétiens sur les problèmes prud'homaux.

A quinze heures.

Audition de M. Gabriel Oheix, conseiller d'Etat, auteur du rapport Contre la précarité et la pauvreté.

A seize heures trente.

Eventuellement audition d'une délégation de la confédération française des associations de combattants (U. F. A. C.).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion.

NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 24 septembre 1981 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 1er octobre 1981, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Bernard Schreiner.	M. Jean-Hugues Colonna.
Jacques Badet.	Mmes Ghislaine Toutain.
Jean Beaufort.	Martine Frachon.
Alain Bocquet.	MM. Etienne Pinte.
Claude Evin.	Jean-Paul Fuchs.
Michel Péricard.	Roland Renard.
Francisque Perrut.	François Loncle.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Michel Miroudot.	MM. Jacques Habert.
Charles Pasqua.	Marc Bœuf.
Jacques Carat.	Michel Maurice-Bokanowski.
Adolphe Chauvin.	Mme Brigitte Gros.
James Marson.	MM. Gilbert Baumet.
Dominique Pado.	René Tinant.
Paul Séramy.	Guy de La Verpillière.

NOMINATION DU BUREAU

Dans sa séance du jeudi 1er octobre 1981, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Claude Evin.
Vice-président : M Michel Miroudot.

Rapporteurs :

A l'Assemblée nationale : M. Bernard Schreiner.
Au Sénat : M. Charles Pasqua.

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi.

NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale et par le Sénat dans leurs séances du jeudi 1er octobre 1981, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membre suppléant.
MM. Louis Lareng.	MM. René Haby.
Jean-Claude Cassaing.	Jacques Brunhes.
Gérard Collomb.	Jean Proveux.
Antoine Gissinger.	Etienne Pinte.
Jacques Guyard.	Jean-Pierre Sueur.
Georges Hage.	Mme Marie-France Lecuir.
Francisque Perrut.	M. Jacques Badet.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Michel Miroudot.	MM. Adrien Gouteyron.
Jacques Habert.	Jacques Carat.
Jean Sauvage.	Charles Pasqua.
Marc Bœuf.	Gilbert Baumet.
Adolphe Chauvin.	René Tinant.
Mme Danielle Bidard.	Guy de La Verpillière.
M. Paul Séramy.	Pierre Vallon.

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

I. — ASSEMBLEE PLENIERE

Mardi 13 octobre 1981, à quinze heures,
et **mercredi 14 octobre 1981.**

Orientations pour une politique souple d'accession à la propriété : rapport et projet d'avis présentés par M. Robert Darnault au nom de la section du cadre de vie.

Les obstacles à l'aménagement industriel du territoire et les moyens d'une relance de l'industrialisation des régions : rapport et projet d'avis présentés par M. Emile Arrighi de Casanova au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, assistera à la discussion générale du rapport présenté par M. Darnault.

II. — SECTIONS

Convocation de sections.

La **section de l'expansion économique extérieure et de la coopération** se réunira (salle n° 214) le mardi 6 octobre 1981, à quinze heures :

Les relations économiques franco-japonaises : suite de l'examen du projet de rapport présenté par M. Machizaud, rapporteur.

La **section du cadre de vie** se réunira (salle n° 302) le mercredi 7 octobre 1981, à neuf heures trente :

Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques : audition de M. J. Lastenet, délégué général de l'union des centres de plein air.

La **section de l'agriculture et de l'alimentation** se réunira (salle n° 214) le mercredi 7 octobre 1981, à neuf heures trente :

L'analyse des circuits et des coûts de transformation et de distribution de produits agro-alimentaires et leur éventuel aménagement : examen du projet de plan de rapport présenté par M. André Albier, rapporteur.

La **section des actions éducatives, sanitaires et sociales** se réunira (salle n° 304) le mercredi 7 octobre 1981, à neuf heures quarante-cinq :

L'éducation sanitaire : examen de l'avant-projet de rapport présenté par M. Emile Lévy, rapporteur (1re partie : L'évolution de l'éducation sanitaire : déclin et renaissance).

La **section des économies régionales et de l'aménagement du territoire** se réunira (salle n° 214) le mercredi 7 octobre 1981, à quatorze heures quarante-cinq :

Les obstacles à l'aménagement industriel du territoire et les moyens d'une relance de l'industrialisation des régions : fin de l'examen et vote de l'avant-projet d'avis présenté par M. Arrighi de Casanova, rapporteur.

La **section du travail et des relations professionnelles** se réunira (salle n° 304) le mercredi 7 octobre 1981, à quinze heures :

Le travail clandestin : échange de vues sur la saisine, désignation du rapporteur.

L'analyse et les perspectives de la formation des adultes : présentation par M. Gruat, rapporteur, du chapitre de son projet de rapport intitulé Eléments de bilan.

La **section des finances** se réunira (salle n° 302) le mercredi 7 octobre 1981, à quinze heures :

Election d'un vice-président en remplacement de M. Prévot, démissionnaire.

La monnaie électronique : audition de M. Jacques Demargne, président du conseil national du commerce accompagné de M. Noyere, directeur général adjoint du B. H. V.

INFORMATIONS

COTE DES CHANGES

En francs.

DERNIERS cours fixés en Bourse.	PAYS	MONNAIES	COURS centraux.	COURS LIMITES		COURS inter-bancaires fixés à la Bourse du 2-10-81.	COURS d'achat.	COURS de vente.
5,584	Etats-Unis	1 USD	»	»	»	5,485	5,479 5	5,490 5
239,73	Allemagne fédérale	100 DEM	235,568	230,33	240,93	239,97	239,68	240,26
14,642	Belgique	100 BEF	14,694 8	14,368 0	15,029 0	14,612	14,593 5	14,630 5
215,65	Pays-Bas	100 NLG	213,113	208,38	217,96	215,88	215,61	216,15
4,718 5	Italie	1 000 ITL	4,747 14	4,471 0	5,040 5	4,674	4,667 5	4,680 5
76,21	Danemark	100 DKK	75,705 4	74,02	77,43	76,03	75,93	76,13
8,738	Irlande	1 IEP	8,750 34	8,555 5	8,949 5	8,732	8,721	8,743
10,236	Grande-Bretagne	1 GBP	»	»	»	10,031	10,02	10,042
9,75	Grèce	100 GRD	»	»	»	9,705	9,692 5	9,717 5
282,50	Suisse	100 CHF	»	»	»	283,80	283,48	284,12
99,70	Suède	100 SEK	»	»	»	98,89	98,76	99,02
94,51	Norvège	100 NOK	»	»	»	93,35	93,24	93,46
124,60	Finlande	100 FIM	»	»	»	123,45	123,32	123,58
34,19	Autriche	100 ATS	»	»	»	34,16	34,12	34,20
5,785	Espagne	100 ESP	»	»	»	5,745	5,737 5	5,752 5
8,56	Portugal	100 PTE	»	»	»	8,53	8,518	8,542
4,627	Canada	1 CAD	»	»	»	4,567 5	4,562 5	4,572 5
2,395 3	Japon	100 JPY	»	»	»	2,378 8	2,376	2,381 6
3,158	Djibouti	100 DJF	»	»	»	3,103	3,10	3,106
1,003 5	Zaïre	1 ZRZ	»	»	»	1,007 5	1,002	1,013
—	Mexique	100 MXP	»	»	»	—	—	—

Union monétaire ouest-africaine	1 XOF = 0,02 FRF	République fédérale islamique des Comores	1 KMF = 0,02 FRF
États de l'Afrique centrale	1 XAF = 0,02 FRF	Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna	1 XPF = 0,055 FRF
République du Mali	1 MLF = 0,01 FRF	Nouvelles-Hébrides	1 NHF = 0,061 875 FRF

ECU (unité de compte européenne), valeur du 2 octobre 1981 : 5,939 18 francs.

Le Numéro : **1,50 F** *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,* MICHEL BARBIER. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris.
101810310 — 001081